

MEDEA

Société anonyme au capital de 543.720 euros

9/15 Avenue Matignon 75008 Paris

384 098 364 R.C.S. Paris

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2009

**1 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT
FINANCIER SEMESTRIEL**

"J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente une image fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice."

Fait à Paris, le 29 juillet 2009

Eduardo Paraja, Directeur général

BILAN ACTIF

Euros

	30/06/2009		31/12/2008	
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés				
Autres créances	95 245	50 000	45 245	829 969
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	24 827		24 827	70 106
Charges constatées d'avance (3)				
	120 072	50 000	70 072	900 075
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	120 072	50 000	70 072	900 075
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

		Euros	
		30/06/2009	31/12/2008
		Net	Net
CAPITAUX PROPRES			
Capital	(dont versé : 543 720)	543 720	543 720
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves :			
- Réserve légale		54 372	54 372
- Réserves statutaires ou contractuelles			
- Réserves réglementées			
- Autres réserves		1 451 501	1 451 501
Report à nouveau		(2 805 369)	(1 093 808)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		(230 430)	(1 711 561)
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
		(986 206)	(755 776)
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres fonds propres			
PROVISIONS			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
DETTES (1)			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières (3)		989 865	1 618 754
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés		66 412	37 096
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance (1)			
		1 056 277	1 655 850
Ecarts de conversion Passif			
TOTAL GENERAL		70 072	900 075
<i>(1) Dont à plus d'un an (a)</i>			
<i>(1) Dont à moins d'un an (a)</i>		<i>1 056 277</i>	<i>1 655 850</i>
<i>(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque</i>			
<i>(3) Dont emprunts participatifs</i>			

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
	Total	Total	Total
Produits d'exploitation (1)			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)			
Production vendue (services)		82 583	82 583
Chiffre d'affaires net		82 583	82 583
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur provisions et transfert de charges			
Autres produits			
		82 583	82 583
Charges d'exploitation (2)			
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Achat de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes (a)	204 318	1 697 988	1 201 983
Impôts, taxes et versements assimilés		161	
Salaires et traitements			
Charges sociales			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		844	461
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		50 000	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			
Autres charges			
	204 318	1 748 993	1 202 444
RESULTAT D'EXPLOITATION	(204 318)	(1 666 410)	(1 119 861)
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers			
De participations (3)			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			
Autres intérêts et produits assimilés (3)			
Reprises sur dépréciations, provisions et transfert de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Charges financières			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées (4)	26 111	43 232	8 074
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
	26 111	43 232	8 074
RESULTAT FINANCIER	(26 111)	(43 232)	(8 074)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(230 430)	(1 709 642)	(1 127 935)

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

Euros

	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
	Total		Total
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital		950	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges			
		950	
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital		2 869	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
		2 869	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 919)	
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
Total des produits		83 534	82 583
Total des charges	230 430	1 795 094	1 210 518
BENEFICE OU PERTE	(230 430)	(1 711 561)	(1 127 935)
(a) Y compris :			
- Redevances de crédit-bail mobilier			
- Redevances de crédit-bail immobilier			
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.			
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) Dont produits concernant les entités liées			
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	26 111	43 232	

ANNEXE

Au bilan arrêté au 30 Juin 2009, dont le total est de 70 071,75 Euros et au compte de résultat du premier semestre 2009 présenté sous forme de liste, et dégagant un résultat de : - 230 429,87 Euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes.

Faits caractéristiques

Changement d'actionariat

Un accord a été conclu le 30 janvier 2009 entre le groupe familial Sanahuja et certaines de ses banques créancières aux termes duquel il était notamment prévu que la société Metrovacesa SA avait la possibilité d'acquérir l'intégralité des actions Medea détenues par Cresa Patrimonial.

Le 24 février 2009, la société Metrovacesa SA a informé la société Medea qu'elle avait acquis auprès de la société Cresa Patrimonial l'ensemble de sa participation dans Medea, soit 571 499 actions représentant 96,70% de son capital.

Dans le cadre de cette acquisition, l'ensemble des droits, dettes et engagements liés au projet "Tour Signal" pris par la société Medea au 31 Décembre 2008 a été transféré à la société Cresa Patrimonial (cf "Projet Tour Signal").

Projet Tour Signal

En 2008, la société a remporté le projet "Tour Signal", présenté avec les Ateliers Jean Nouvel et Layetana Desarrollos Inmobiliarios.

Le projet "Tour Signal" est un projet de tour mixte dans le quartier d'affaires de La Défense, à l'ouest de Paris.

La tour Signal sera l'une des plus hautes tours de la Défense et de France.

Les honoraires supportés par la société Medea en 2008 à ce titre s'élevaient à 845 445€ et un engagement de 8 000 000€ avait été donné pour un partenariat de conseil.

En 2009, ce projet a été transféré à la société Cresa Patrimonial.

Opérations d'apports par la société GECINA

La société Metrovacesa SA a indiqué le 10 Juin 2009 que le processus d'apport d'actifs immobiliers par la société GECINA à la Société est suspendu et qu'il n'était pas possible d'exécuter, après analyse des circonstances actuelles, l'Accord de Séparation.

Projet Grande Armée

Pour se doter d'une activité immobilière préalablement à la réalisation des apports d'actifs immobiliers par Gecina, Medea avait entrepris des démarches pour acquérir un immeuble situé Avenue de la Grande Armée à Paris (ci-après l'"Immeuble"). En raison de la suspension du processus de séparation entre les sociétés Metrovacesa et Gecina, c'est une autre société du groupe Sanahuja qui a finalement signé une promesse d'acquisition de l'Immeuble en décembre 2007.

Medea a constitué une société civile immobilière (SCI) avec Metrovacesa SA en février 2008 destinée à recevoir cet Immeuble. Medea détenait 95% du capital de cette SCI, soit 95 parts sociales de 10€ chacune. Medea ayant vocation à acquérir in fine l'Immeuble, cette dernière a pris en charge les frais relatifs à la conclusion de la promesse et à ses suites, essentiellement des honoraires d'avocats pour un montant d'environ 300.000€.

En septembre 2008, une nouvelle promesse synallagmatique de vente sur

L'Immeuble a été signée par Metrovacesa SA et Metrovacesa France. A compter de cette date, Metrovacesa France a pris en charge les frais liés à l'acquisition de l'Immeuble, essentiellement des honoraires d'avocats pour un montant d'environ 166.000€.

La SCI n'a pas exercé d'activité au cours de l'exercice 2008. Medea a cédé l'intégralité de sa participation au capital de cette SCI pour un prix total de 950€ à Metrovacesa France.

La société Medea a toujours vocation à recevoir in fine l'Immeuble.

A l'occasion de l'entrée de Metrovacesa SA au capital de Medea, Metrovacesa France a confirmé son accord à Medea sur la répartition des frais liés à l'acquisition de l'Immeuble convenue entre Medea et le groupe Sanahuja.

Ainsi, dans l'hypothèse où Medea acquerrait l'Immeuble, elle prendrait en charge l'ensemble des frais supportés par Metrovacesa France au titre de sa substitution dans le bénéfice de la promesse.

Dans les autres cas, Metrovacesa France prendrait en charge l'ensemble des frais avancés jusqu'à présent par Medea.

Il existe un litige entre le vendeur de l'Immeuble et les signataires de la promesse sur les conditions de la vente, et notamment le prix et les indemnités qui s'élèvent à un total de 95M€.

Compte tenu de la conjoncture immobilière actuelle, si l'Immeuble devait être acquis sur la base d'un prix de 95M€, Medea pourrait être amenée à constater une dépréciation de cet actif. En outre, il est important de préciser que Medea n'est pas actuellement propriétaire de l'Immeuble, et qu'un litige est actuellement en cours avec le vendeur, auquel Medea n'est pas partie. Compte tenu de l'état d'avancement de ce litige, Medea n'a pas estimé nécessaire d'évaluer une valeur recouvrable de cet actif immobilier.

Crédit de TVA

La société a obtenu auprès de l'administration fiscale le remboursement du crédit de TVA d'un montant de 824 341€ demandé en Janvier 2009, et figurant dans les comptes au 31 12 2008.

Obtention d'une ligne de crédit auprès de Metrovacesa

Medea a obtenu de Metrovacesa une ligne de crédit d'un montant de 2 millions d'euros ; cette ligne de crédit a été tirée à hauteur de 920.522€ au 30 Juin 2009. Cette ligne de crédit à échéance du 15 avril 2009 a été reconduite pour un an.

Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Maintien du principe de continuité d'exploitation

Malgré des capitaux propres négatifs, le principe de présentation des comptes dans

une perspective de continuité d'exploitation a été retenu, au motif que la société dispose du financement suffisant pour poursuivre son activité sur une durée d'au moins douze mois, grâce au soutien financier consenti par le groupe Metrovacesa. A ce jour, la Société n'a pas d'activité. Une incertitude demeure quant à la continuité d'exploitation. En effet, en fonction de l'évolution des opérations "Apport par Gecina" et "Grande Armée", une décision sera prise au cours du second semestre 2009 sur l'avenir de la Société et de son activité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthode

Il n'y a aucun changement par rapport à l'exercice précédent.

Autres informations

Effectifs

La société n'a pas disposé d'effectif salarié, et n'a aucun engagement à l'égard de ses anciens salariés.

Rémunération des dirigeants

Les fonctions de dirigeants ne sont pas rémunérés par Medea.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Euros

	Montant
Capitaux propres N - 1 après résultat et avant AGO - Distributions	(755 776)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	(755 776)
Variations du capital social Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ... Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	(755 776)
Variations du capital social Variations du compte de l'exploitant Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport... Variations des écarts de réévaluation Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres Variations des réserves réglementées Variations du report à nouveau Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées - Affectation du résultat N-1 en capitaux propres (hors distribution)	(1 711 561) 1 711 561
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	(755 776)
Résultat de l'exercice	(230 430)
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	(986 206)

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

Euros

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges				
Total II				
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations	50 000			50 000
Total III	50 000			50 000
TOTAL GENERAL (I + II + III)	50 000			50 000

Dont dotations et reprises :			
- d'exploitation			
- financières			
- exceptionnelles			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)	
-------------------------------------------------------------------------------------------	--

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Euros

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières				
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
Total		95 245	95 245	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine					
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
Total		1 056 277	1 056 277		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit, non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Total Immobilisations			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Total Créances			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers		989 865	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total Dettes		989 865	

CHARGES A PAYER

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		43 232
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 198	34 343
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :		
Total	16 198	77 575

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale		Nombre de titres			
	Au début de l'exercice	En fin d'exercice	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exerci	En fin d'exercice
ACTIONS	0,92000	0,92000	591 000			591 000

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals, cautions et garanties	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	
Autres engagements donnés :	
Achat d'un bien immobilier et frais engagés	95 165 959
Total (1)	95 165 959

(1) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	95 165 959

Engagements reçus	Montant
Ligne de crédit non utilisée	1 079 478
Total (2)	1 079 478

(2) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	1 079 478

Engagements réciproques	Montant
Total	

IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Euros

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

Dénomination sociale	Forme	Au capital de	Ayant son siège social à
METROVACESA	SA	104 480 208	Plaza Carlos Trias Bertran - Madrid

3 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Faits marquants

Changement d'actionnariat

Le 19 février 2009, la société Metrovacesa SA a acquis auprès de Cresa Patrimonial l'ensemble de sa participation dans Medea, soit 571 499 actions représentant 96,70% de son capital. Cette cession est intervenue préalablement au transfert par le groupe familial Sanahuja de 54,75% du capital de Metrovacesa à certaines banques créancières. A l'occasion de cette acquisition, Metrovacesa a déclaré auprès de l'Autorité des marchés financiers (D&I 209C0336 du 26 février 2009):

- *"l'acquisition vise à permettre ultérieurement à MEDEA, qui n'exerce à ce jour aucune activité, de recevoir un apport d'actifs immobiliers de la société Gecina, tel que prévu aux termes de l'accord conclu le 19 février 2007 entre les principaux actionnaires du groupe Metrovacesa de l'époque, MM. Rivero et Soler d'une part, et M. Sanahuja, d'autre part, et dont l'exécution est suspendue depuis décembre 2007, étant précisé qu'aucune information n'est disponible quant à sa reprise ;*
- *Metrovacesa déclare ne pas envisager la poursuite de l'acquisition d'actions MEDEA et ne pas envisager la mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire."*

Cette acquisition a fait suite à une dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique accordée par l'Autorité des marchés financiers le 12 février 2009 (D&I 209C0256 du 12 février 2009).

Opérations d'apports par la société Gecina

Le 10 juin 2009, Metrovacesa a annoncé la suspension du processus d'apport d'actifs immobiliers par la société Gecina à la Société.

Perspectives, risques et incertitudes pour les six prochains mois

Compte tenu du contexte actuel du marché immobilier, la Société n'envisage pas d'initier de nouveaux projets au cours du second semestre 2009. Une décision devrait être prise d'ici la fin de cet exercice sur l'activité de la Société en tenant compte de l'évolution de l'opération d'apports par Gecina et l'immeuble Grande Armée (Cf. *infra*).

En dépit des difficultés rencontrées, la Société continue de bénéficier du soutien du groupe Metrovacesa, en particulier de son soutien financier.

Conventions entre parties liées

Ligne de crédit

Medea bénéficie auprès de Metrovacesa d'une ligne de crédit de deux millions d'euros. 920 K€ avaient été utilisés au 30 juin 2009. Arrivant à échéance le 15 avril 2009, cette ligne de crédit a été reconduite pour une année.

Immeuble Grande Armée

Pour se doter d'une activité immobilière préalablement à la réalisation des apports d'actifs immobiliers par Gecina, Medea avait entrepris des démarches pour acquérir un immeuble situé Avenue de la Grande Armée à Paris (l'"Immeuble"). En raison de la suspension du processus de séparation entre les sociétés Metrovacesa et Gecina, Metrovacesa France a finalement signé une promesse d'acquisition de l'Immeuble en décembre 2007. En septembre 2008, une nouvelle promesse synallagmatique de vente sur l'Immeuble a été signée par Metrovacesa et Metrovacesa France. Un litige est en cours entre Metrovacesa France et le vendeur, auquel Medea n'est pas partie.

Medea a toujours vocation à recevoir *in fine* l'Immeuble. A l'occasion de l'entrée de Metrovacesa au capital de Medea, Metrovacesa France a confirmé l'accord sur la répartition des frais liés à l'acquisition de l'Immeuble convenue avec Medea.

Compte tenu de la crise immobilière, si l'Immeuble devait être acquis par Medea, celle-ci pourrait éventuellement être amenée à constater une dépréciation de cet actif. Compte tenu de l'état d'avancement de ce litige, Medea n'a pas estimé nécessaire d'évaluer une valeur recouvrable de cet actif immobilier.

MEDEA

Société Anonyme

18-20, place de la Madeleine
75008 PARIS

**Rapport des Commissaires aux Comptes sur
l'information financière semestrielle 2009**

KPMG

KPMG Audit
1, cours Valmy
92 923 PARIS LA DEFENSE Cedex

Deloitte & Associés

185, avenue Charles de Gaulle
92 524 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

MEDEA

Société Anonyme

18-20, place de la Madeleine
75008 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes **sur l'information financière semestrielle 2009**

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société MEDEA S.A. relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « Maintien du principe de continuité d'exploitation », laquelle fait état d'une incertitude quant à la continuité d'exploitation.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Paris La Défense, Neuilly-sur-Seine, le 30 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

Deloitte & Associés

Département de KPMG S.A.

Régis Chemouny

Laure Silvestre-Siaz

Associé

Associée